



L'histoire du XXe siècle

Par Tony Howarth

Image de couverture : *Les Portes du cimetière* (1917), Marc Chagall

© Maeva Dauplay – Tous droits réservés

L'histoire du XX^e siècle

Par Tony Howarth

TRADUCTION

PAR MAEVA DAUPLAY



UN VIEUX MONDE ET DE NOUVEAUX HORIZONS

I. Les peuples et les sociétés

Lorsque le XXe siècle commença, tout le monde ne s'accordait pas sur la date. Dans ce qu'on appelait le « monde occidental », le temps était compté selon le calendrier chrétien (après Jésus-Christ) et chacun savait que le 1er janvier était le jour de l'An.

Mais le 1er janvier 1901 devait sembler bien peu important aux hindous, aux bouddhistes, aux juifs, aux musulmans ou aux Chinois. Chacun avait ses propres fêtes pour célébrer le commencement d'une nouvelle année. Quant à savoir exactement quand celle-ci débutait, même les chrétiens n'étaient pas tous du même avis. Le calendrier russe avait treize jours de retard sur celui que nous utilisions en France. Tandis que les habitants de Moscou se préparaient à célébrer le dernier Noël du XIXe siècle, les Parisiens trinquaient déjà au XXe. Et savoir qui avait raison est encore une autre question – d'ailleurs, peu de personnes possédaient une montre.

Ce n'est là qu'un exemple – et pas le plus important – des différences qui existaient entre les peuples du monde au début de la période étudiée dans ce livre. Pourtant, à partir de cet exemple, vous pouvez déjà deviner d'autres contrastes, beaucoup plus significatifs. Il est évident que l'industrie ne disposait pas encore des techniques permettant de fabriquer des montres-bracelets en grande série. Il est également évident que la religion occupait une place considérable dans la vie des hommes. Contrairement à aujourd'hui, très peu de chrétiens étaient prêts à admettre qu'une autre religion pouvait valoir la leur ; hindous, musulmans ou bouddhistes étaient facilement considérés comme des païens.

Mais il existait des différences plus importantes encore, que vous pouvez commencer à imaginer. Les Russes n'avaient pas encore abandonné l'ancien calendrier julien pour adopter le calendrier grégorien utilisé en Europe occidentale. Les Grecs, les Serbes et les Roumains ne l'avaient pas fait non plus. Tout cela évoque un monde où les peuples et les pays vivaient davantage séparés les uns des autres. Cela évoque d'anciennes façons de penser et d'agir. Cela fait imaginer des hommes et des femmes vêtus selon la coutume plutôt que selon la mode. Cela rappelle de petites communautés où l'on se méfiait du changement et où mesurer le temps avec précision, en minutes et en secondes, aurait paru parfaitement inutile.

Cette image d'un monde ancien, avançant lentement au rythme des traditions, était en partie vraie. Mais il fallait désormais lui faire une place à un nombre croissant de personnes pour lesquelles le temps, la précision et le progrès technique devenaient importants. Le reste de ce chapitre vous apportera les informations nécessaires pour voir ce tableau plus clairement. Vous pourrez ainsi mieux distinguer les changements – mais aussi les continuités – dans l'histoire de ce monde qui se préparait à accueillir vos arrières-grands-parents lorsqu'ils étaient encore des bébés.

[...]

LA GRANDE GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

IV. Vers la catastrophe

Une Europe sous tension

Au début du XXe siècle, l'Europe semblait vivre en paix. Dans certaines régions, particulièrement en Europe occidentale, elle paraissait même prospère. Aucune grande puissance ne combattait une autre. En réalité, depuis la défaite de l'empereur Napoléon à la bataille de Waterloo en 1815, il n'y avait pas eu de guerre impliquant simultanément toutes les grandes puissances européennes : la France, l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne (ou la Prusse avant 1871).

Pourtant, l'absence de guerre générale ne signifiait pas l'absence de tensions. De nombreux conflits plus limités avaient éclaté au cours du XIXe siècle. Et derrière la plupart d'entre eux se trouvait une force que nous avons déjà rencontrée : le nationalisme. Celui-ci prenait deux formes. D'un côté, il y avait le nationalisme des grandes puissances, qui cherchaient à étendre leurs frontières et leur influence afin d'accroître encore leur puissance. De l'autre, il y avait le nationalisme des peuples soumis, qui aspiraient à créer leur propre État indépendant et leur propre patrie nationale. Au XIXe siècle, le nationalisme avait provoqué surtout des guerres locales. Au début du XXe siècle, il allait entraîner toute l'Europe sur le chemin de la catastrophe.

À l'Ouest

L'Allemagne était un pays récent. Elle était née du rassemblement de nombreux peuples germanophones sous l'autorité de la Prusse.

L'apparition de cette Allemagne unifiée, soutenue par une puissante armée prussienne, avait suscité la méfiance et le ressentiment de la France. Cette hostilité avait débouché sur la guerre de 1870. Les Français furent vaincus. Lorsque les frontières furent redessinées en 1871, la France perdit les provinces d'Alsace et de Lorraine. Pourtant, seule une minorité de leurs habitants était allemande. Les dirigeants prussiens estimaient cependant que le nouvel Empire allemand avait besoin de ces territoires afin de sécuriser sa frontière occidentale. Ainsi, au moment même où les nationalistes allemands construisaient leur empire, ils se créaient un ennemi durable : la France.

Au cours des trente années suivantes, les nationalistes allemands réclamèrent également une expansion outre-mer. Ils voulaient que l'Allemagne possède, elle aussi, un vaste empire colonial comparable à ceux de la Grande-Bretagne et de la France. Leurs arguments étaient familiers. L'Allemagne avait besoin de matières premières pour alimenter ses nouvelles industries, et son prestige national semblait exiger la possession de colonies. Lorsque le jeune Guillaume II monta sur le trône en 1888, il encouragea activement ces ambitions. Tandis que l'Allemagne acquérait des colonies en Afrique et dans le Pacifique, le Kaiser s'efforçait de convaincre la Grande-Bretagne et la France qu'elle ne cherchait pas à rivaliser avec elles.

Pendant un temps, il sembla possible que les deux grands empires occidentaux et ce nouveau venu coexistent pacifiquement. Mais les rivalités étaient presque inévitables. La Grande-Bretagne comme la France considéraient la Méditerranée comme une région d'une importance stratégique et commerciale majeure. La Grande-Bretagne en contrôlait l'entrée grâce à Gibraltar. La France, dont l'empire comprenait l'Algérie et la Tunisie, dominait une grande partie de la côte nord-africaine. Il était généralement admis qu'elle devait également être la principale puissance européenne au Maroc. En 1905, Guillaume II vint troubler cet équilibre en déclarant que l'Allemagne garantirait l'indépendance du Maroc. Lors de la conférence d'Algésiras, l'année suivante, il fut décidé que le Maroc resterait indépendant tout en demeurant dans la sphère d'influence

privilegiée de la France. Cinq ans plus tard, en 1911, l'Allemagne provoqua une nouvelle crise en protestant contre une probable prise de contrôle française du Maroc. Les Français achevèrent pourtant leur conquête. L'Allemagne ne retira de ces deux crises aucun avantage réel, sinon l'hostilité croissante de la France et de la Grande-Bretagne, qui se rapprochaient désormais pour défendre leurs intérêts communs.

Pendant ce temps, une rivalité plus inquiétante encore se développait : la course aux armements navals entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Au début du siècle, l'Allemagne entreprit d'agrandir sa flotte de guerre. Les nationalistes allemands en étaient fiers ; les Britanniques, eux, s'en alarmaient. Comme nous l'avons vu, l'économie britannique dépendait largement de ses routes commerciales maritimes, et leur sécurité reposait sur la suprématie incontestée de la Royal Navy. Les Britanniques possédaient même un chant patriotique, *Rule Britannia*, qui exprimait cette conviction.

Les nationalistes allemands restèrent sourds à ce genre de message. Déjà avant 1906, leurs affirmations selon lesquelles l'Allemagne ne cherchait pas à rivaliser avec les autres empires paraissaient peu convaincantes. Cette année-là, la Grande-Bretagne lança le HMS Dreadnought, premier représentant d'une nouvelle génération de cuirassés extrêmement puissants. En 1909, les Allemands répondirent avec le SMS Westfalen, qui lui ressemblait beaucoup. La course navale devenait de plus en plus coûteuse pour les deux pays – et de plus en plus dangereuse.

[...]

LA NOUVELLE GUERRE

XXII. Sur la voie de la guerre

Premières réactions face au Führer allemand

Lorsque le nationaliste fanatique d'origine autrichienne, Adolf Hitler, devint chancelier d'Allemagne en janvier 1933, il apparut clairement que la politique européenne entraînait dans une phase nouvelle, et peut-être dangereuse. Même ceux qui pensaient qu'Hitler s'était assagi depuis la rédaction de *Mein Kampf* s'attendaient à ce que le nouveau dirigeant allemand réclame au moins la restitution de ce que le traité de Versailles avait retiré à l'Allemagne en 1919. Certains estimaient même qu'il était temps de traiter ces revendications allemandes avec davantage d'équité. D'autres redoutaient quelque chose de bien pire : que l'Allemagne soit tombée entre les mains de nouveaux barbares, les nazis, qui chercheraient à dominer le continent.

Si l'on prenait *Mein Kampf* au sérieux, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne avaient de bonnes raisons de s'inquiéter. L'Autriche était la patrie d'un peuple germanique et, aux yeux d'Hitler, elle « appartenait » naturellement au Reich. La Tchécoslovaquie comptait trois millions d'Allemands vivant dans les Sudètes, le long de sa frontière occidentale. Quant à la Pologne, qu'Hitler méprisait, elle possédait non seulement une importante minorité germanophone, mais aussi ce « corridor » vers la mer qui coupait le Reich en deux. Au-delà de ces pays se trouvait l'Union soviétique, qui craignait que l'Allemagne, une fois installée dans ces territoires, ne soit en position de mettre à exécution la menace nationale-socialiste d'écraser le bolchevisme par une invasion de la Russie.

Au sud, le dictateur italien Mussolini éprouvait des sentiments contradictoires. Une Allemagne puissante, prête à remettre en cause les accords de paix de Paris, servait ses intérêts. Si Hitler se limitait à l'Europe centrale et septentrionale, Mussolini pourrait développer librement la puissance italienne dans la région méditerranéenne. Cependant, lui aussi redoutait une expansion allemande en Autriche, pays que l'Italie considérait comme faisant partie de sa sphère d'influence et qu'elle souhaitait maintenir hors de portée de toute autre grande puissance.

À l'ouest, la France était parfaitement consciente que seuls la Rhénanie démilitarisée et la ligne Maginot encore inachevée la séparaient des nouveaux dirigeants intransigeants de l'Allemagne. Pour obtenir un soutien militaire de grande ampleur, les Français ne pouvaient réellement compter que sur la Grande-Bretagne.

Les pertes terribles subies pendant la Grande Guerre avaient convaincu la plupart des Britanniques qu'il fallait éviter à tout prix de se retrouver mêlés aux affaires du continent européen. De plus, durant la Dépression du début des années 1930, la Grande-Bretagne s'était détournée de l'Europe et avait cherché à assurer son avenir grâce à des liens économiques plus étroits avec son Empire. Malgré cela, beaucoup de Britanniques pensaient que leur gouvernement devait jouer un rôle actif dans toute action internationale susceptible d'empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre européenne.

Les Britanniques et les Français n'étaient pas les seuls à redouter une nouvelle Grande Guerre, un conflit dans lequel les nouveaux bombardiers terroriseraient les populations civiles aussi sûrement que les chars modernes faucheraient l'infanterie sur les champs de bataille. Mais comment les nations européennes pouvaient-elles empêcher cela ? Comment contrôler l'Allemagne ?

Les stratégies possibles ne manquaient pas. La première consistait à attaquer l'Allemagne avant qu'elle n'attaque les autres : une « guerre préventive ». La Pologne aurait pu frapper à l'est tandis que la France envahissait le Reich à l'ouest. Mais une telle offensive destinée à débarrasser l'Europe du nazisme était politiquement inconcevable. Après tout, Hitler était arrivé au pouvoir par des

moyens légaux, et le gouvernement allemand veillait à présenter ses revendications contre le traité de Versailles comme raisonnables. De plus, même si une telle guerre avait été gagnée, les vainqueurs auraient ensuite dû maintenir sous contrôle une Allemagne humiliée et furieuse.

La deuxième solution était le réarmement massif. Les nations menacées pouvaient mobiliser d'immenses armées, construire de puissantes flottes aériennes et navales, mais uniquement dans un but dissuasif, afin d'effrayer tout agresseur potentiel. Cependant, même si l'on croyait qu'un tel réarmement pouvait préserver la paix, son coût soulevait de sérieuses objections politiques. Des forces armées modernes étaient devenues extraordinairement coûteuses à entretenir.

À l'opposé se trouvait une troisième solution : le désarmement. L'idée était de rendre la guerre moins probable en réduisant le nombre d'hommes et de machines disponibles pour la mener. Les nations tentaient déjà de mettre au point une telle politique à Genève, où la Conférence mondiale du désarmement se réunissait depuis février 1932. Mais en 1933, l'Allemagne exigea l'« égalité » avec les puissances les plus armées. Puis, en octobre de la même année, Hitler manifesta clairement son intention de réarmer le Reich, quelles que soient les opinions des autres États, en retirant les représentants allemands de la conférence. Celle-ci fut finalement dissoute en juin 1934 sans avoir obtenu le moindre résultat.

Une quatrième possibilité consistait à résoudre les différends et à maintenir la sécurité collective grâce à la Société des Nations. Comme nous l'avons déjà vu, la Société n'était pas une force indépendante dans les affaires mondiales : elle dépendait entièrement de la bonne volonté et du soutien de ses membres, parmi lesquels la Grande-Bretagne et la France étaient les plus influents. De plus, toutes les grandes puissances n'en faisaient pas partie. Les États-Unis n'y avaient jamais adhéré, et l'Union soviétique n'y entrerait qu'en septembre 1934. Plus grave encore, la Société venait récemment de démontrer son impuissance face à l'agression. Elle avait condamné l'invasion japonaise de la Mandchourie en 1931, mais n'avait pas

réussi à l'empêcher. Le Japon quitta la Société en février 1933, et l'Allemagne fit de même en octobre. Beaucoup de citoyens ordinaires continuaient d'espérer que la Société des Nations pourrait empêcher une nouvelle guerre. Mais pour les hommes d'État européens confrontés aux crises de l'époque, il était devenu évident que le Palais des Nations de Genève n'était pas l'endroit où se décideraient les grandes questions de guerre et de paix.

Faire face à la menace

Si une guerre préventive était exclue, si le désarmement mondial n'était qu'un vœu pieux, et si un réarmement massif coûtait trop cher, les nations devaient trouver d'autres moyens de contenir les ambitions allemandes.

Vous avez vu comment, dans les années 1920, la France avait négocié diverses garanties contre une éventuelle agression allemande. Dans le cadre du pacte de Locarno, la France et l'Allemagne s'étaient engagées à respecter leur frontière commune. Mais même si les nazis attaquaient désormais à l'Ouest, les traités conclus par la France avec la Pologne et la Tchécoslovaquie (voir chapitre 12) devaient garantir que l'Allemagne aurait une nouvelle fois à combattre sur deux fronts. La Grande-Bretagne avait elle aussi signé le pacte de Locarno en tant que garante, ce qui signifiait qu'elle devait venir au secours de la France si des troupes allemandes franchissaient la frontière française. Cela ne voulait toutefois pas nécessairement dire qu'elle entrerait en guerre si la France déclenchait un conflit en soutenant l'un de ses alliés d'Europe orientale contre l'Allemagne.

En 1934, Hitler entreprit sa première manœuvre pour briser l'encerclement diplomatique de l'Allemagne par la France. En janvier, le gouvernement allemand signa un pacte de non-agression avec la Pologne. C'était un moyen peu coûteux d'affaiblir l'influence française en Europe orientale, car les Polonais craignaient désormais qu'une relation trop étroite avec la France ne fournisse à Hitler un prétexte pour affirmer qu'ils avaient violé l'esprit de leur accord avec l'Allemagne. Dans le reste de l'Europe orientale, Hitler s'appropriait également à accroître l'influence allemande grâce à des accords

commerciaux bilatéraux conclus avec des pays durement touchés par la Dépression.

Après le pacte avec la Pologne, Hitler s'attaqua à l'Autriche. Depuis 1919, conservateurs et socialistes autrichiens étaient favorables au maintien de l'indépendance de leur pays vis-à-vis de leurs « frères » allemands ; seul un petit parti nazi soutenait l'Anschluss, c'est-à-dire l'union avec le Reich. En juillet 1934, ces nazis autrichiens tentèrent de renverser le gouvernement conservateur du chancelier Engelbert Dollfuss pour le remplacer par un régime fidèle à Berlin. Dollfuss fut assassiné, mais la révolte fut écrasée par l'armée autrichienne après que Mussolini eut menacé d'envoyer des troupes italiennes à la frontière pour empêcher une prise de pouvoir nazie.

Le Führer se tourna alors vers le réarmement de l'Allemagne. En mars 1935, Göring annonça officiellement l'existence de la Luftwaffe, l'armée de l'air allemande. Une semaine plus tard à peine, Hitler rétablit le service militaire obligatoire. Ces deux mesures constituaient des violations flagrantes du traité de Versailles. Il ne faudrait plus que quelques années avant que les forces armées allemandes soient suffisamment puissantes pour soutenir les interventions du Reich dans les affaires de ses voisins.

– Fin de l'extrait